

car la conciliation est le seul moyen de régler les questions de cette nature. Le discours du Trône ne nous dit pas sur quelles bases le règlement sera effectué. Nous ignorons quelles seront les conditions de ce règlement, mais nous pouvons espérer qu'elles seront conformes aux principes libéraux en matière de droits provinciaux. Nous pouvons aussi être certains que ce règlement sera en harmonie avec les idées modernes et ne portera pas atteinte au principe du gouvernement autonome.

Tous ont dû regretter de voir cette question traitée dans l'arène de la politique fédérale et il est plus regrettable encore de voir qu'on ait voulu la faire servir à des fins de parti, car il ne peut guère y avoir de doute aujourd'hui que l'ancien gouvernement s'est servi de cette question comme de sa dernière chance de conserver le pouvoir. Il savait comme tout le monde qu'il avait perdu l'appui, le respect et la confiance du pays, il savait que l'insuccès de la politique nationale avait créé un mécontentement général. Il savait tout cela et comme dernière planche de salut il souleva une guerre de race et de religion, croyant par là faire perdre de vue ses iniquités et ses fautes et s'assurer l'appui d'un des camps en présence. Il n'a pas hésité à armer croyance contre croyance, race contre race, province contre province. Il n'a pas craint de soulever un conflit qui a presque allumé la guerre civile dans le pays.

Quelques VOIX : Oh ! oh !

M. McINNES : On rit, mais je crois être resté en deça de la vérité en disant ce que je viens de dire. Il a soulevé les uns contre les autres les divers éléments qui composent notre population et il les a amenés à un degré d'antagonisme qu'il est impossible de dépasser sans en venir à la violence ouverte ; et tout cela a été fait dans un but de parti.

Et ce sont ces hommes qui depuis des années cherchent à jeter de la poudre aux yeux de la population en parlant de patriotisme, de loyauté et d'unité. Mais, M. l'Orateur, ils n'hésiteraient pas à briser toute la confédération, s'ils voyaient là un moyen de satisfaire leur appétit désordonné pour le pouvoir.

Si quelques-uns ont encore des doutes sur ce point, qu'ils examinent la situation telle qu'elle est aujourd'hui. La bataille a été livrée pour et contre le principe de la coercition. Le champ de la coercition, on se le rappelle, se disait prêt à mourir pour sa cause. Mais aujourd'hui que la lutte est terminée, que voyons-nous ? Où est ce principe pour lequel on combattait ? L'ancien gouvernement l'a mis de côté, il l'a dispersé à tous les vents, et j'en suis à me demander si l'honorable chef de l'opposition fait plus grand cas de sa vie depuis l'avènement du nouveau gouvernement, ou s'il a renoncé à ce principe.

Mais il y a encore pis que cela ; pour faire voir à quel genre d'opportunisme mesquin nous avons affaire, il suffit de regarder ce qui se passe aujourd'hui dans Grey-nord.

M. l'Orateur, après que le dernier gouvernement eût fait tous ses efforts pour s'attirer l'appui de la province de Québec, après avoir tout fait et avoir été prêt à tout faire pour flatter ses préférences religieuses ou de race, après avoir échoué dans ses efforts tendant à contraindre le peuple de cette province, au moyen de l'emploi le plus impie d'influences religieuses, que voyons-nous ? Nous cons-

tatons que ces hommes, plutôt avec les dispositions d'un séducteur bafoué qu'avec la dignité d'un grand parti, se tournent contre cette province qu'ils n'ont pas pu conquérir et qu'ils noircissent sa réputation et sa noblesse. Nous les voyons aujourd'hui dans Grey-nord hurlant contre la domination française, et oubliant entièrement qu'ils ont formé le parti qui a le plus cherché à s'assurer l'appui de l'élément français dans cette Chambre. Ayant échoué en cela, ils crient maintenant que le pays est livré à la domination française.

Ils ont complètement manqué le but, ils ont perdu leur puissance, ils paraissent saisis d'une espèce de démenée pareille à celle qui s'empara de l'ourse qui a perdu ses oursins. Mais même cela n'explique pas leur état, car, en cherchant la raison qui leur a fait perdre le pouvoir, bien que nous ne puissions pas nous attendre à ce qu'ils voient les choses d'une façon normale, cependant, ils doivent être capables de comprendre que la raison pour laquelle ils ne sont pas de ce côté-ci de la Chambre n'est pas parce que les Canadiens-français de la province de Québec se sont tournés contre eux, mais parce qu'ils ont perdu la confiance et le respect de la jeune génération du pays. Ce n'est pas le vote français dans Québec, ni le vote orangiste, protestant ou anglais dans l'Ontario, qui a conduit le présent gouvernement au pouvoir, mais c'est la jeune génération de Québec, de l'Ontario et du pays entier.

M. l'Orateur, avez-vous jamais examiné le fait que parmi ceux qui ont voté pour la première fois le 23 juin dernier, des milliers avaient atteint l'âge de 29 ans avant d'avoir pu exercer leur droit de suffrage ? Ainsi que vous le savez, cinq années se sont écoulées entre la dernière élection générale et la précédente. L'élection précédente a été faite avec des listes préparées depuis trois ans, ce qui veut dire que celui qui était majeur en 1888, le jour qui a suivi celui de la préparation des listes, n'a pas pu exercer son droit de suffrage avant le 23 juin dernier. Ainsi des dizaines de milliers de jeunes électeurs, dont l'âge variait de 22 à 29 ans, ont voté pour la première fois le 23 juin. C'est l'élément qui a mis le pouvoir entre les mains du nouveau gouvernement.

Je ne crois pas exagérer en disant que 80 pour 100 de la jeunesse du pays ont foi dans les principes du libéralisme, et qu'ils ont été amenés dans les rangs du parti libéral par la justice de sa cause, le passé noble et sans taches de ses chefs et leurs sentiments nationaux. Et je promettrai au présent gouvernement qu'aussi longtemps qu'il conservera ces principes, aussi longtemps qu'il s'efforcera de les appliquer au progrès et à la prospérité, il aura l'appui des jeunes électeurs du pays et jouira du respect et de la confiance de cette classe de la population qui se renouvelle sans cesse.

Avant de terminer, M. l'Orateur, je désire exprimer au gouvernement la confiance que tout le pays met en lui. Sur ce côté-ci de la Chambre nous sommes fiers de regarder le présent gouvernement comme le meilleur qui ait jamais été au pouvoir en Canada. Que cela soit exact ou non, je n'en sais rien, mais une chose est certaine, c'est que le présent gouvernement est composé des hommes les plus habiles, les plus honnêtes et les plus honorables que l'on peut trouver aujourd'hui dans le pays. C'est parce que je crois que notre chef respecté et les hommes distingués qu'il a choisis pour faire partie de son gouvernement rendront justice à